



GRÈVE NATIONALE DU 19 SEPTEMBRE 2019

La casse du Groupe EDF est une véritable menace qui vise le service public de l'électricité, les salariés et les citoyens français.

Le projet de réorganisation au nom de code « Hercule » ne résoudra pas les problèmes d'EDF générés par l'État français et la dérégulation du marché européen de l'électricité. Par contre, ce sont bien les citoyens français et les salariés du groupe EDF qui tôt ou tard, paieront la facture.

Un peu d'histoire : de 2004 à 2008, changement de statut juridique et EDF entreprise nationale est éclatée en trois sociétés. L'objectif recherché est à la fois de servir un marché de l'électricité devenu spéculatif et de permettre au monde de la finance de jouer au Monopoly avec l'électricité. Le service public et l'optimisation de l'équilibre offre/demande ne sont alors plus la réelle priorité.

La suite de l'histoire, c'est un dispositif scélérat, l'AReNH (Accès Régulé à l'électricité Nucléaire Historique), créé par la loi NOME de 2010 pour le plus grand bonheur des concurrents d'EDF et des fortunes privées ainsi créées, qui depuis, n'a fait que fragiliser EDF et le service public !

Ainsi aujourd'hui, le Groupe EDF est menacé par une régulation défaillante et une réforme de son organisation alors qu'elle produit, transporte, distribue et commercialise un bien de première nécessité et assure, depuis plus de 70 ans, une mission de service public.

Il y a urgence de redonner au Groupe EDF les moyens d'investir pour garantir un service public de l'électricité de qualité, au meilleur coût, pour tous, partout et toute l'année. C'est d'autant plus essentiel que l'électricité doit répondre aux défis de la transition énergétique

(investissements massifs dans les énergies renouvelables décarbonées, le stockage, les compteurs communicants...).

Ce n'est pas le projet Hercule qui apporterait la solution à ce problème de fond du Groupe EDF ; au contraire, celui-ci fragiliserait l'entreprise, détériorerait le service public et les citoyens comme les salariés en subiraient les conséquences.

Cette menace est une étape supplémentaire dans la libéralisation du marché de l'électricité et la financiarisation de l'entreprise intégrée EDF dont les réussites sont pourtant indéniables. EDF est un modèle d'entreprise du service public qui a su démontrer à travers ses agents un professionnalisme salué par les citoyens, y compris en cas de coups durs... et ce, malgré les errements et gabegies d'acquisitions hasardeuses à l'international et les dividendes démesurés versés à l'État !

Avec la fragilisation du service public, le risque est grand pour les citoyens de connaître des coupures longues et une augmentation importante des factures d'électricité dans les années à venir. Indirectement se jouera aussi l'avenir du statut national du personnel des Industries Électriques et Gazières pointé du doigt par le Gouvernement.

Lors de la journée de grève nationale du 19 septembre prochain, l'intersyndicale appelle à réaliser conjointement pour toutes les directions et entités du Groupe EDF :

- un rassemblement devant le Ministère de l'Écologie pour la région IDF,
- des rassemblements devant des préfectures dans les régions,
- dans chaque lieu, des interventions concertées en assemblées générales sur les outils de travail (production, transport, distribution et commercialisation),

Pour que les salariés disent très simplement, mais très nettement, NON à ce projet.

L'engagement massif dans cette journée nationale de grève mettra un terme aux jeux de poker menteur qui se jouent entre le Gouvernement français et la Commission européenne sur le dos du Groupe EDF, de ses salariés et du service public !